

La République au village (Les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République) [Maurice Agulhon]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **21 (1971)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

tion» démographique nationale. Pour ses propres démonstrations quant à l'évolution séculaire de la population, l'auteur revient à la méthode déjà testée dans la première partie de l'ouvrage, la méthode «régionalisante». Il compare, généralité par généralité, les écarts entre les chiffres de 1700 et de 1787, dressant une carte fort neuve de l'évolution différenciée de la population française au XVIII^e siècle. Il faut en souligner l'originalité: ce sont les régions les moins peuplées au départ qui accusent le plus fort taux de croissance, et les zones de peuplement dense qui marquent le pas. Statistiques officielles, dénombremments successifs, dont on peut déduire le croît naturel annuel pour remonter dans le temps, en dégagent les profils: «somnolence démographique» ici, là croissances accélérées; mouvante géographie. C'est sur ces bases neuves seulement que peut s'engager la discussion sur le sens, sur les sens d'une révolution démographique et sur le fameux rapport entre la population et les subsistances.

Cet ouvrage, niant toute révolution, jaugeant chaque phénomène dans un éclairage neuf et plus réaliste, apparaît comme véritablement révolutionnaire. Le courage des remises en question, la disponibilité d'esprit et les séduisantes audaces de l'imagination, constamment balancées par l'honnêteté et la lucidité, sont les très belles qualités de Michel Morineau. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir utilisé, dans cette mise au point, le burin du graveur plutôt que le pinceau de l'aquarelliste.

Berne

Béatrice Veyrassat

MAURICE AGULHON, *La République au village (Les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République)*. Paris, Plon, 1970. In-8°, 543 p. («Civilisations et mentalités», collection dirigée par Philippe Ariès et Robert Mandrou).

Comment un département tel que le Var, royaliste en 1814–1815, est-il devenu républicain «rouge» en 1848? Pourquoi ses populations, conservatrices au début de la Restauration, ont-elles, quelque vingt-cinq ans plus tard, fourni l'essentiel de ses troupes à l'insurrection qui tenta vainement de défendre la République, au lendemain du coup d'Etat, en décembre 1851? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre l'ouvrage de M. Agulhon. Il s'agit, en fait, d'une partie de la thèse soutenue par l'auteur en 1969, et intitulée alors: «Un mouvement populaire au temps de 1848. Histoire des populations du Var dans la première moitié du XIX^e siècle». La partie parallèle, consacrée à l'évolution de la population ouvrière dans le centre industriel que constituait le port de Toulon, et l'étude préalable, sur «La société et la vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution», forment la matière de deux autres volumes, eux aussi parus. Autre préalable, au XVIII^e siècle: le livre de l'auteur intitulé: «Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence». C'est dire que cette étude des campagnes varoises s'insère dans un vaste ensemble de recherches et

qu'elle témoigne d'une connaissance approfondie de tout ce qui concerne la région.

Malheureusement, disons-le tout de suite bien qu'il s'agisse d'un défaut mineur, le mode de publication choisi (ou imposé) n'est pas sans inconvénients; en effet, on sent bien à la lecture du livre, qu'il n'a pas été conçu comme un tout, se suffisant à lui-même; les renvois aux autres ouvrages sont nombreux et parfois gênants. Trop d'allusions aussi, de récits supposés bien connus du lecteur parce qu'ils ont fait l'objet d'un article de revue ou d'un opuscule paru au début du siècle... On comprend la répugnance du chercheur à résumer une nouvelle fois des événements maintes fois racontés; mais à ne point le faire, on risque parfois de dérouter le lecteur non spécialisé, ce qui est d'autant plus regrettable que, par ailleurs, le livre se lit aisément et que la clarté de ses pages permet à chacun d'en apprécier la très grande richesse. Richesse qui n'est pas seulement celle de la documentation, impressionnante par son ampleur et sa variété, par le soin avec lequel l'auteur établit, selon les règles les plus solides de la critique historique, le déroulement exact de ces mille petits événements, de ces innombrables faits concrets qui illustrent son exposé, mais richesse, aussi et surtout, de la problématique, des interprétations proposées, des réflexions suscitées, toutes fondées sur les sources et soigneusement étayées par le document. Un maître livre de l'histoire sociale du XIX^e siècle français, à mettre à côté de la thèse de Ph. Vigier sur la seconde République dans la région alpine qu'il complète heureusement non seulement par l'étude d'une région voisine, mais aussi par un éclairage quelque peu différent.

Dans une première partie, M. Agulhon se livre à un recensement systématique des luttes paysannes de 1815 à 1848. Conflits relatifs aux traditionnels droits d'usage sur les bois, qui opposent les villageois à l'Etat, au noble et, parfois, au bourgeois; conflits relatifs à l'eau, qui dressent la communauté rurale contre le gros propriétaire et l'usager industriel, brusques flambées de colère contre le monopole de quelque meunier ou le prix exigé au moulin à huile, tous ces mouvements contribuent à créer un état d'esprit et marqueront profondément la conscience collective. Si, en dehors des mauvaises années, l'impôt direct ne suscite guère de plaintes, il n'en va pas de même des taxes qui frappent le vin; l'hostilité à l'égard des fameux «droits réunis» est générale et la déception de les voir maintenus après la Révolution de Juillet déchaînera la fureur populaire (exactement comme en 1814, lorsque la chute de Napoléon avait suscité le même espoir). Après cette flambée de colère, le pouvoir essaya d'assujettir à l'impôt les nombreuses associations privées constituées sous le nom de «chambrées», ce qui fit rebondir le conflit. Mais la haine contre le fisc conduit facilement à l'opposition systématique à l'égard de toutes les formes de pouvoir; aussi, consciente de cela, l'administration renonça-t-elle bientôt à son projet.

L'analyse du mouvement ouvrier qui naît chez les bouchonniers du massif des Maures constitue sans doute le sommet de cette première partie.

De tradition républicaine depuis la Révolution, la région connaît un remarquable essor industriel dû à l'exploitation du liège. Entre la nouvelle classe des fabricants et les ouvriers éclate un conflit de salaire en 1836. Cependant les notables ne font pas bloc avec le patronat, qui est d'ailleurs loin d'être uni; les légitimistes soutiennent et protègent les ouvriers contre la classe moyenne libérale. Mais, de 1836 à 1848, va s'opérer un véritable retournement du front socio-politique. Bien que les caisses de secours ouvrières soient enracinées dans la tradition catholique, leurs membres vont évoluer et adhérer au républicanisme, transmis par certains fabricants restés proches de leurs origines et, surtout, par des fils de fabricants envoyés à l'université. Si la tradition locale de gauche avait poussé les pères vers le juste milieu de la monarchie de Juillet, elle conduisait logiquement leurs fils, enclins à l'idéologie pure de par leur condition d'étudiants, vers la république radicale. Ce sont eux qui ont, sinon provoqué, tout au moins facilité l'évolution vers la gauche du mouvement ouvrier spontané, évitant ainsi que ne se perpétue une situation de type vendéen. Les patrons ayant, de leur côté, glissé vers la droite, le front des luttes sociales et politiques sera complètement inversé quand éclatera la révolution, en 1848.

Dans une deuxième partie, consacrée au processus de la prise de conscience, l'auteur s'attache tout d'abord aux éléments complexes de la renaissance folklorique; la force et la spontanéité de cette vie populaire, sa plasticité la rendent souvent suspecte aux autorités, car ses manifestations peuvent facilement prendre une tournure politique. Si le peuple témoigne encore d'une très grande religiosité, confinant à la superstition, les premiers ébranlements apparaissent dans la piété traditionnelle, et ils sont souvent donnés par l'Eglise elle-même. L'hostilité politique à l'égard du clergé, demeuré légitimiste, l'immoralité des prêtres italiens, alors fort nombreux, des mesures à l'encontre de curés jansénistes fort populaires, le rigorisme de l'Eglise qui tonne contre les déviations folkloriques de la dévotion, contre les fêtes et les manifestations traditionnelles de la vie populaire, tout cela tend à creuser le fossé entre le petit peuple et la hiérarchie. Toute une part de la religiosité populaire, ne trouvant plus satisfaction dans le catholicisme, va être captée par le mouvement démocratique.

Ce qui sera déterminant dans la prise de conscience des masses populaires, ce sera l'élargissement de leur horizon culturel, élargissement dû pour une large part à l'imitation intersociale; ce phénomène est d'autant plus marqué que la Provence, avec ses grosses communes concentrées, ses villages urbains, place le bourgeois sous les yeux de la population rurale qui l'admire plus pour sa culture et sa dignité que pour sa richesse. Autre phénomène d'imitation intersociale: le grand essor de la sociabilité populaire, qui s'inscrit dans une tradition remontant au dix-huitième siècle et que favorise l'essor du mutualisme encouragé par le pouvoir. A l'exemple des loges et des cercles bourgeois, prolifère, chez les artisans puis chez les paysans, une nouvelle forme d'association: la «chambrée». On s'y réunit entre hommes pour boire,

jouer, discuter. Et ces innombrables chambrées vont créer, dans le peuple, un esprit démocratique latent, beaucoup plus important encore que l'apprentissage des idées nouvelles sous l'influence de quelques notables¹. Car l'influence de ceux-ci demeure immense; ce sont eux qui donnent les emplois, administrent, protègent, assistent. Par leur comportement, certains réussissent à abolir la distance sociale, ce qui leur vaut alors une popularité extraordinaire; mais ils sont l'exception.

On ne suivra pas l'auteur dans l'étude qu'il fait de la deuxième République; on se bornera à insister sur une question méthodologique qui nous paraît essentielle. Comme l'ont montré les exemples cités plus haut, une étude sérieuse des classes populaires ne peut se faire sans tenir compte de leurs relations avec les autres classes et avec l'ensemble du pays. Ce sont ces relations qui, pour la période de 1848 à 1851, expliquent les réactions différentes des villages; là où l'ancienne aristocratie a survécu et gardé son influence, se maintiennent des majorités blanches; là où elle a conservé ses propriétés sans résider, les paysans, au contraire, se rallient à la «République rouge». Ailleurs, c'est la tradition républicaine de la bourgeoisie qui a ouvert la brèche et permis l'évolution des masses populaires vers la gauche, provoquant par la suite, chez cette même bourgeoisie, une réaction en sens opposé.

Au sein même du camp démocrate-socialiste, les rapports de classe sont complexes et sont à l'origine des équivoques entretenues autour de l'insurrection de décembre 1851. En effet, si accord il y a quant au but – la République démocratique et sociale –, il y a désaccord fondamental quant aux délais et aux modalités de son instauration. Pour les plus légalistes, parmi lesquels il faut compter les notables républicains, il s'agit tout d'abord de rétablir le *statu quo* et de se borner à restituer le suffrage universel aboli par la loi de 1850; il suffira ensuite d'attendre les élections régulières de 1852 qui verront infailliblement la victoire de la Montagne. Mais, pour les plus frustrés des insurgés, l'exercice de la démocratie sociale devait commencer immédiatement et le soulèvement républicain n'était, pour eux, que la suite des révoltes sociales primitives des années antérieures. D'où la tension, au sein de l'insurrection, entre une spontanéité populaire qui s'engage tout naturellement dans la voie des anciens conflits, tendant ainsi à échapper au contrôle des cadres plus politisés, et le légalisme républicain de ces derniers. Deux niveaux de culture politique, en somme, dont la fusion n'est qu'ébauchée et ne se réalisera que sous la troisième République, quand la structure égalitaire, démocratique, aura définitivement remplacé la structure

¹ Sur les problèmes posés par cette institution populaire, on lira avec profit l'article de M. AGULHON, «Les chambrées en Basse-Provence: histoire et ethnologie», in *Revue historique* (avril-juin 1971, pp. 337-368), qui précise le sens de son analyse, à propos de l'interprétation qu'avait donnée du phénomène une ethnologue: LUCIENNE A. ROUBIN, *Chambrettes des Provençaux. Une maison des hommes en Méditerranée occidentale* (Paris 1970).

à patronage, verticale. Cette substitution ne se fera pas directement, mais par l'intermédiaire de ce «patronage démocratique» qui a si souvent été la caractéristique de la deuxième république dans les campagnes.

Genève

Marc Vuilleumier

JEAN TULARD, *Bibliographie critique des Mémoires sur le Consulat et l'Empire écrits ou traduits en français*. Genève-Paris, Librairie Droz, 1971. In-8°, XIV/184 p.

L'auteur mérite la reconnaissance des historiens de la période napoléonienne pour la qualité du travail qu'il leur fournit.

Après sept pages d'introduction qui expliquent les variations dans la production des mémoires durant ces cent cinquante dernières années, la valeur de ces écrits et le crédit qu'il faut leur accorder, M. Jean Tulard bibliographie, d'une façon presque toujours méticuleuse, un peu plus de huit cents titres énumérés sous 794 numéros.

Un index de six pages, établi en fonction des centres d'intérêt des mémoires répertoriés, complète heureusement le volume.

Si l'on voulait absolument reprendre M. Tulard, on pourrait le taquiner sur quelques brouilles, telles certaines identifications chronologiques incomplètes, ou erronées, ou parfois inexistantes, et sur quelques lapsus typographiques: ainsi, p. 16, n° 70; p. 149, n° 678; p. 156, n° 710 bis.

Puisque M. Tulard écrit dans la dernière partie de sa préface: «La liste qui est publiée ici ne se prétend pas exhaustive et nous remercions par avance le lecteur qui voudra bien nous en signaler les lacunes», nous prenons la liberté de relever quelques oublis que la consultation de nos fiches nous fait apparaître.

Ainsi en est-il des *Voyages* des frères Bacheville (Paris, 1822); des *Souvenirs* du grenadier Alexandre-Pierre Barginet parus à la même époque; du récit de Bérenger sur le retour de Napoléon à Grenoble, le 8 mars 1815 (Grenoble, 1866); du *Précis de ce qui s'est passé en 1815...*, par le comte René de Bernis (Nîmes, 1818); des trois volumes de documents et de réflexions de Louis Bonaparte, parus en 1820; de la relation de la bataille de Marengo, due au général Alexandre Berthier (Paris, 1805); des deux volumes de *Mémoires* du duc Des Cars (Paris, 1890); des *Mémoires et Souvenirs* d'Edmond Biré (Paris, 1894-1898); des *Trois mois de Napoléon...*, de J.-B.-J. Breton de la Martinière (Paris, 1815); de l'*Histoire de la campagne de 1800...*, écrite par M. de Bulow, alors employé à l'état-major de l'armée impériale; des *Souvenirs* de Championnet publiés en 1904; et, pour ne point dépasser la troisième lettre de l'alphabet, des *Traditions et Souvenirs* d'A.-F.-M. Colbert (Paris, 1882) qu'il n'aurait peut-être pas été superflu de mentionner.

Quant aux mémoires et souvenirs écrits par des ressortissants helvétiques, les lacunes sont assez nombreuses. M. Tulard aurait pu les éviter en consultant, pour chacun des cantons, le chapitre *Historiographie* qui leur est con-